

L'AVANT-GARDE

DE LA RÉPUBLIQUE

Journal officiel et spécial de la Garde Nationale Mobile

BULLETIN DES ARMÉES RÉPUBLICAINES



Tout ce qui concerne la rédaction doit être adressé franco aux Bureaux du Journal, 4, rue Massillon, parvis Notre-Dame.

L'AVANT-GARDE

Aux volontaires de la République.

Au moment de prendre rang dans la presse périodique, de mettre en lumière les vœux et les besoins de vous tous, dont le généreux dévouement a répondu au premier appel de la France, nous ne devons pas seulement vous faire notre profession de foi, notre déclaration de principes, nous devons encore vous dire tout ce que vous pouvez attendre de nous, ce que vous avez même le droit d'exiger de nous, en échange du concours sympathique que vous nous prêtez.

La République que votre courage nous a donnée en février aura longtemps encore besoin de ses valeureux défenseurs : cette œuvre immense de transformation, commencée sous les auspices les plus favorables, continuée et nous dirions presque consolidée par ceux-là même que leur intérêt devait porter à la repousser, n'a plus besoin pour consécration dernière que de l'union de toutes les âmes dans une même pensée, de tous les cœurs, de tous les desirs, de tous les instincts vers un but unique et régénérateur : la reconstitution sociale.

C'est là le grand, l'implacable problème des temps modernes : ceux qui l'ont méconnu systématiquement, ceux qui, tout en croyant à son existence, ont douté de sa puissance et de son étendue, sont tombés devant les barricades dont il était la cause et le soutien, victimes de leur incompréhensible aveuglement.

Par qui les conservateurs systématiques se trouvent-ils remplacés ? par la pléiade, — tout à l'heure mystique, — des socialistes de toutes les écoles, unis dans un même but, dans une même pensée, dans une même espérance que nous ne saurions mieux caractériser qu'en l'appelant l'équilibre humanitaire. C'est qu'aussi la question sociale est pour la société moderne une sorte d'épée de Damoclès, constamment suspendue sur son repos, et qui menacera sa prospérité présente, son avenir, — comme elle a menacé et renversé l'édifice royal si péniblement élevé, — jusqu'à ce qu'une solution rationnelle et définitive fasse rentrer dans notre société abâtardie la vitalité organisatrice qui n'existe plus en elle depuis si longtemps. C'est enfin, que cet immense problème, participant à tout par son universalité, tenant à tout, menace toute la constitution sociale et humanitaire qu'on a respectée jusqu'à présent, et qui se trouve forcément remise en question, pour ne pas dire annihilée.

Ce problème, il appartient à la France seule de le résoudre : à elle, l'honneur immortel d'avoir posé à l'humanité tout entière la question de régénération, à elle aussi la gloire d'en avoir montré la solution aux yeux émerveillés de ses justes admirateurs.

Le jour du triomphe des idées socialistes n'est pas éloigné.

Jusqu'à-là, tous ceux qui aiment leur patrie, tous ceux qui sentent dans leur cœur une sympathie irrésistible pour le progrès social, et, par suite, pour la gloire et la prospérité du pays tout entier, doivent s'unir fraternellement pour étudier et assurer le succès de la cause nationale.

Personne ne l'ignore parmi vous : un seul moyen s'offre à nos efforts pour conserver à la République le rang élevé qu'elle a déjà su conquérir dans le monde ; ce moyen unique, c'est l'union. Sans union, pas de fraternité possible, pas d'égalité, pas de liberté, et, — par une conséquence toute naturelle, pas de République, — puisque la République n'est que la mise en action de cette trinité providentielle.

Par l'union, au contraire, nous élèverons rapidement les masses à la hauteur des hommes d'élite qui les dirigent ; nous les mettrons à même de marcher dans la voie du progrès sans autre guide que leur propre jugement ; nous proclamerons enfin le règne tant désiré de l'intelligence, et nous quitterons pour toujours l'époque de transition par laquelle passe la France entière en ce moment, et que nous appellerons, sans crainte d'être contredit, le règne de la persuasion, la domination du raisonnement.

Pour vous, volontaires dévoués au salut de notre jeune République, votre rôle est de la défendre et de mourir pour elle : aucun de vous ne manquera à sa sainte mission, car presque tous, vous avez déjà donné à notre beau pays la mesure de votre dévouement et de votre abnégation. Vous laissez à d'autres plus expérimentés que vous, le soin de le gouverner et de diriger ses belles destinées à travers les écueils du présent et les nombreux dangers de l'avenir, mais vous réclamez l'honneur qu'on ne peut vous refuser, de mourir pour son salut. Honneur donc à vous, soldats de la veille ; — espérance pour vous, volontaires du lendemain ; le jour approche ou vous serez tous admis au grand et fraternel banquet de la gloire ; préparés comme vous l'êtes, vos nobles efforts seront autant de succès.

Oui, votre part est belle, assurément ; mais, soyez-en bien convaincus, vous avez besoin d'une grande union pour servir efficacement la cause que vous avez embrassée avec enthousiasme. De l'union à l'unité absolue, il n'y a qu'un pas : ce pas, il faut le franchir.

La garde nationale mobile, qui ne compte dans ses rangs que des volontaires, doit donner à l'armée l'exemple d'une unité parfaite. Tous nos efforts doivent donc tendre à obtenir ce résultat. L'unité sympathique est la conséquence de l'entente et de la persuasion ; la persuasion, ou mieux la conviction, ne s'obtient de nos jours que par la publicité. La publicité, cette mise en rapport de tous ceux qu'un même intérêt doit réunir, a deux manières d'être, essentiellement distinctes, essentiellement différentes dans leur influence : ces deux manières d'être sont le JOURNAL et le CLUB.

Tout le monde est d'accord sur les avantages du club et des discussions qu'il soulève : mais le club n'a de publicité, — et par suite d'influence, — que pour ceux qui assistent à ses séances. Hors de son enceinte, plus d'initiation unitaire.

Le journal, au contraire, pénètre dans les masses et peut étendre sa publicité à l'infini : la distance, l'isolement, n'existent pas pour lui ; — le journal, qu'on nous pardonne cette trivialité, est pour ainsi dire, le fluide social.

Sans cesse éloignés les uns des autres par les exigences du service, les volontaires de la République n'ont aucun moyen de communication intellectuelle ; ce déplacement

forcé, continu, révèle l'insuffisance du club pour obtenir ce que nous demandons tous, l'union parfaite des volontaires, la manifestation des vœux et des idées, l'étude et la discussion de toutes les questions qui les intéressent, ou qui se rattachent à l'organisation définitive et régulière de leur corps.

Le journal seul peut concilier toutes les exigences, satisfaire tous les desirs.

Si vous laissez les bataillons s'isoler les uns des autres, à des distances souvent considérables, sans aucun lien qui les rattache, qui les mette en rapport direct et permanent, vous laissez s'éteindre en vous l'orgueil bien naturel de votre formation, vous supprimez volontairement l'esprit de corps.

Unissez-vous donc dans une même pensée, et pour satisfaire aux nécessités du service actif et au développement des germes d'union, nous dirons même d'unité, qui existent parmi vous, groupez-vous tous autour de l'organe qui se voue à la défense de vos jeunes bataillons, et qui vous suivra toujours avec la même franchise de langage, avec la même liberté d'appréciation, dans le repos monotone des casernes ou dans la vie accidentée des campagnes.

La guerre est imminente : votre courage et votre dévouement à la République vont donc être mis à l'épreuve une nouvelle fois : à l'honneur de servir volontairement votre patrie, vous joignez celui d'être son avant-garde contre les armées ennemies : double danger, double gloire pour vous.

Voilà pourquoi nous avons pensé que dans de telles circonstances, l'apparition de l'Avant-Garde de la République, n'était pas seulement opportune, mais qu'elle était encore nécessaire.

Nous répondons à votre appel : fidèle écho de votre pensée et de vos besoins, interprète inébranlable de vos vœux les plus chers, et de vos souhaits les plus patriotiques, l'Avant-Garde ne réclame de vous que l'appui sympathique que vous lui avez promis, et que son dévouement la met en droit d'attendre.

Puissions-nous bientôt, au lieu de vous parler d'organisation, insérer dans nos colonnes les glorieux bulletins dont vous serez les acteurs, et qui apprendront une fois de plus au monde que la République française a des défenseurs dignes d'elle, et dignes de leurs aïeux.

DÉCLARATION DE PRINCIPES.

Nous croyons au progrès social, et sans nous contenter de la révolution politique qui vient de s'accomplir et dont les premiers bienfaits se font déjà sentir, nous voulons une révolution humanitaire et sociale.

Nous croyons au seul gouvernement dont les bases soient en rapport avec les besoins actuels de la société, et dont l'influence soit en équilibre permanent avec la somme d'intelligence et de civilisation politique dont nous jouissons depuis soixante ans, au seul gouvernement possible, stable, c'est-à-dire à une République largement démocratique, indépendante dans sa marche et dans son action, glorieuse dans sa prospérité, protectrice des droits et rémunératrice équitable des travaux de tous.

Nous croyons à une seconde France dans notre belle colonie d'Afrique : nous voulons pour elle, — et dans le plus bref délai possible, l'application du régime départemental et civil actuellement en usage, en attendant les améliorations qu'il réclame et que l'Assemblée nationale devra nécessairement y introduire.

Nous voulons la liberté sans la licence, mais aussi sans les restrictions déguisées des gouvernements prétendus constitutionnels et libéraux; nous voulons une application sage et éclairée du dogme de la Fraternité, c'est-à-dire, la mise en pratique du socialisme le moins électrique possible, mais entièrement basé sur la loi divine et naturelle.

Nous voulons la délivrance des peuples opprimés, comme condition unique de stabilité et d'avenir pour les principes républicains : tant que la tyrannie aura un refuge, quelque petit qu'il soit, la liberté ne pourra être pacifique. Dans ce cas, la guerre est une nécessité qui doit assurer la paix et la prospérité : un gouvernement sincèrement républicain, un gouvernement qui inscrit sur son drapeau liberté, fraternité, ne peut rester indifférent aux souffrances des autres peuples; une république neutre et pacifique est un non-sens, en présence des événements qui réclament son appui ou son intervention, la République française ne saurait renier son origine, et le glorieux passé de sa première existence.

Nous voulons donc, même par la force des armes, une République polonaise, une République italienne.

Assez longtemps, la France est restée sourde aux sollicitations des libéraux de ces deux héroïques nations : leurs efforts, paralysés par le despotisme, doivent enfin recevoir la consécration rémunératrice qu'ils méritent, la France, devenue libre, doit voler à leur secours, et prouver une fois de plus au monde que la liberté et la fraternité trouveront toujours dans ses enfants leurs plus ardents défenseurs.

Arrière donc, les rêveurs qui croient encore aux monarchies de droit divin; arrière les lâches complaisants des tyrans qui se cachent sous le masque constitutionnel et libéral; le temps des promesses est passé, le peuple s'est donné ce qu'on lui a enlevé par les roueries d'une diplomatie de bas étage : l'ère de la réalisation s'ouvre devant nous.

Malheur à celui qui nierait encore la marche du temps, l'influence du progrès : l'aveuglement systématique n'est plus permis de nos jours; la lumière peut éblouir certaines têtes, mais elle en éclaire le plus grand nombre.

Nous ne sommes pas de ceux que les grandes pensées terrifient : nous voulons donc, soit par la paix, soit par la guerre, le remaniement complet de la carte d'Europe; le temps n'est plus où l'on pouvait parquer les peuples comme des moutons et les diriger par la seule puissance de la houlette royale : les rois-bergers et leurs ministres *fidèles* ont pris le même chemin.

Si le despotisme a pu rassembler sous la même domination, avec les mêmes lois, les mêmes charges, des peuples essentiellement différents par la langue, la civilisation, les coutumes, il appartient à la liberté de leur rendre leurs droits respectifs, leur NATIONALITÉ, et puisque nous sommes les premiers sur la voie si peu frayée de la régénération, rétablissons à tout jamais l'équilibre européen.

Nous n'avons jamais compris la France sans les Flandres, nous n'avons jamais compris Sarrelouis possession prussienne, Sarrelouis, patrie du maréchal Ney; nous n'admettons comme limite à une nation que les bornes naturelles, que les frontières terrestres, créées par les hommes, ouvrage divin comme tout ce qui appartient à la nature, et que la folie humaine a rarement dépassées.

Nous nous déclarons donc les défenseurs de notre territoire naturel, c'est-à-dire de nos frontières au Rhin et aux Alpes : hors de là, notre nationalité n'est pas complète et nos principes n'ont plus de stabilité.

Donnons une base à notre jeune République : nous élèverons ensuite l'édifice social et politique. Tout autre système portera en lui un germe destructeur dont l'effet sera aussi rapide que prévu.

Si l'Autriche n'avait pas l'Italie, si Naples n'avait pas la Sicile, si la Turquie n'avait pas eu la Grèce, si l'Angleterre n'avait pas l'Irlande, si la Russie n'avait pas la Pologne,

croiez-vous donc que l'équilibre européen ne serait pas assis sur des bases inébranlables? Tandis que dans la répartition, dont nous devons la plus grande partie aux infâmes traités de Vienne, espèce de loterie à gros lots tirée entre les cosaques du sceptre; où toute nationalité a dû disparaître pour ne laisser place qu'aux chiffres de population et au produit d'impôts, l'équilibre factice que l'épuisement des peuples a maintenu quelques années nous a montré dans toute leur affreuse nudité les plaies sanglantes et vengeresses, décidées dans le silence du cabinet et dans l'hallucination de l'orgie victorieuse par les histrions diplomatiques de tous les régimes.

La République, encore une fois, ne peut pas admettre la théorie des faits accomplis.

Nous ne terminerons pas cette déclaration de principes sans mentionner sommairement les réformes urgentes que nous nous proposons de défendre et de réclamer, et sur lesquelles nous reviendrons avec détail dans nos prochains numéros.

Nous voulons l'abolition du remplacement militaire, au nom de l'Égalité. L'homme n'est pas une marchandise et le service de la patrie est un devoir pour tous les citoyens : si l'impôt est égal, il doit peser également sur toutes les classes de la société et ne doit pas se traduire en sept années de service pour le pauvre, et en deux mille francs pour le riche.

Mais nous entendons beaucoup plus largement que la loi actuelle l'exemption de service : nous demanderons la formation d'un corps de réserve, exclusivement composé des jeunes gens qui sont utiles à leurs familles ou à leurs parents, et dont l'avenir se trouverait compromis par la vie militaire.

Nous voulons également l'abolition de la conscription forcée, c'est-à-dire du *service de guerre en temps de paix* : nous voulons que le laboureur, s'il devient soldat, après avoir appris le maniement des armes, retourne à son champ et féconde le sol de son pays, au lieu de végéter tristement dans une caserne, sans profit pour lui, et en créant une charge énorme au Trésor de la République.

Loin de diminuer les cadres de l'armée, le système d'organisation que nous publierons très incessamment *quintuplerait* son effectif, et *diminuerait* son budget. Au lieu d'avoir 500,000 hommes, nous en aurions près de 5,000,000 instruits et valides, en mesure de répondre au premier appel.

Au lieu d'une force bornée à un chiffre connu, et qu'on ne pourrait dépasser que par l'arbitraire et la dictature, la France aurait pour sa défense une armée capable de répondre aux éventualités les plus exagérées.

Nous voulons l'organisation immédiate de la garde nationale mobile, dont la formation est un des plus beaux actes du gouvernement provisoire, et qui sera toujours l'avant-garde d'élite des armées de la République. Nous voulons pour la garde mobile une existence légale et définitive, qui satisfasse à tous les besoins du service, et qui ouvre une vaste carrière aux volontaires qui se sont empressés de répondre à l'appel du pays, et qui, dans les moments de danger, nous ont déjà prouvé qu'on pouvait compter sur leur dévouement intelligent.

La garde mobile est le seul corps radicalement républicain que nous possédions, et nous entendons par ces mots, républicain en *actions*, et non en paroles. Formée en février, elle est restée sous les armes sans chaussures, sans linge, sans vêtements, abandonnée à elle-même, pour ainsi dire, par une négligence inconcevable de l'administration de la guerre, et pas un murmure ne s'est élevé des rangs de ces vingt mille volontaires pour protester contre l'oubli inqualifiable dont ils étaient l'objet.

Ils ont compris, ces braves enfants, que le service de la République est un acte d'abnégation et de dévouement : ils se sont souvenus de leurs pères de 92 et des souffrances que l'amour du pays leur fit supporter; ils ont eu le courage d'imiter leur résignation et ne demandent qu'à prouver à la République qu'elle a vingt mille volontaires prêts à mourir pour elle.

Nos principes paraîtront subversifs à bien des esprits; à ceux-là nous répondrons simplement : interrogez les événements, voyez si leur enseignement n'est pas plus fort que

notre voix, et dites-nous ensuite si l'esprit rétrograde n'est pas aujourd'hui un crime de lèse-humanité.

LOUIS CIPOLLINE.

LES MESURES PROVISOIRES.

— Le général TEMPOURE, qui vient de succéder au général DUVIVIER, représentant du peuple, dans le commandement de la garde mobile, compte de longs services militaires qui remontent à l'époque de l'Empire.

Officier à l'armée d'Aragon, il prit part aux dernières luttes de la guerre d'Espagne. Il fit la nouvelle campagne d'Espagne en 1825, et depuis 1850, celles de l'Algérie, où il a gagné ses derniers grades, après plusieurs expéditions et de nombreux faits d'armes. C'est le général Tempoure qui livra le combat de Melah, où fut tué Sidi-Embareck, le plus ardent des Khalifas d'Abd-el-Kader.

Rentré en France, après une période de six ans, en 1844, il a exercé divers commandements; avant d'être mis à la tête de la garde mobile, il commandait le département de la Vienne. Franc dans son langage, brave dans ses actions, énergique et ferme dans ses convictions; le général Tempoure est heureusement choisi pour diriger nos jeunes volontaires : Aussi sa nomination a-t-elle été accueillie dans les bataillons avec les plus vives sympathies.

L'espace nous manque pour donner la biographie du brave général DUVIVIER, qui laisse de si bons souvenirs dans les rangs de la garde mobile, à laquelle il a consacré tout son temps depuis plus de deux mois, avec un zèle infatigable, et celle du colonel THOMAS, du 16^e LÉGER, chargé d'organiser l'instruction dans les bataillons, et qui s'acquitte de sa difficile mission avec tant de capacité et de dévouement; nous leur réserverons une place d'honneur dans notre prochain numéro.

La garde mobile brûle de partir pour nos frontières menacées; les efforts de l'Italie et de la Pologne, si longtemps comprimés sous le joug d'un despotisme avilissant, sont impuissants à conquérir cette fière liberté que nous avons su nous donner et que nous aurons la gloire de proclamer dans l'Europe entière.

L'instruction est poussée avec activité dans la plupart des bataillons; parmi les plus avancés, et à leur tête, le 16^e bataillon se fait remarquer par l'ensemble et la rapidité des mouvements, la bonne tenue et l'aplomb militaire de ses braves volontaires. Le commandant Cipolline a heureusement développé en eux l'instinct patriotique qui les anime, et guidé, dans son œuvre d'organisation et d'instruction, par l'idée que la République aura bientôt besoin de sa jeune avant-garde, il a su faire comprendre à son beau bataillon l'abnégation dans la souffrance, le dévouement absolu dans le bien-être.

Les efforts des volontaires seront justement récompensés au jour du départ: les plus instruits partiront les premiers. Avec une telle espérance, l'émulation ne fait pas défaut.

Un bruit, faux sous tous les rapports, est répandu depuis quelque temps dans les rangs de la garde mobile. On prétend que le Gouvernement, ne croyant pas les volontaires assez instruits, et jugeant leur intervention nécessaire à la tranquillité de Paris et d'une partie de la province, ne serait pas disposé à suivre sa première pensée, celle qui a présidé à la formation des vingt-quatre bataillons, c'est-à-dire qu'il refuserait de les faire partir en avant-garde.

Nous avouons sincèrement que ce bruit malintentionné, répandu dans l'espoir de jeter le mécontentement et l'esprit de désordre dans les bataillons, ne nous surprend pas, parce qu'il doit venir des ennemis de la République; mais nous ne lui accordons pas le moindre fondement; bien plus, nous nions la possibilité de sa vraisemblance.

Le Gouvernement provisoire, aujourd'hui ministère constitué, a trop d'honneur et de bon sens pour se contredire d'une manière aussi flagrante et aussi maladroite. Nous nous reportons à l'exposé des motifs du décret de formation, et ses expressions sont tellement formelles, que nous ne croyons pas devoir insister davantage sur l'in vraisemblance de la décision que l'on prête au gouvernement.

La pacification de certaines villes de province peut se faire sans le concours de la garde nationale mobile; fondée pour la défense de notre territoire, elle ne peut que marcher contre l'ennemi ou rester dans ses casernes primitifs : entre ces deux positions, le choix n'est pas difficile.

Quant à la tranquillité de la capitale, dix mille hommes et la garde nationale sédentaire suffisent amplement à ses exigences, surtout si l'on veut bien remarquer que le citoyen ministre de l'intérieur et le citoyen préfet de police ont formé divers corps, sous les dénominations de garde républicaine, garde urbaine, gardiens de Paris, Montagnards, etc.

Dans les événements qui se préparent, et dont l'explosion approche chaque jour, la place des gardes urbains et des gardes nationaux est sur le pavé de Paris, celle des gardes mobiles est à la frontière. Personne ne l'oubliera, nous en sommes persuadés.

ITALIE. — DERNIÈRES NOUVELLES.

— L'armée de Charles-Albert, qui conserve toujours une position d'observation, vient d'avoir deux engagements fort importants avec les avant-postes autrichiens aux environs de Vérone.

Mais ces résultats ne suffisent pas pour relever le moral des troupes sardes et italiennes : elles comprennent leur faiblesse numérique et le peu de ressources financières de leurs chefs; l'intervention française est généralement regardée comme indubitable et très prochaine. C'est la seule espérance qui soutienne encore le courage de ces braves soldats.

Le Rédacteur en chef, LOUIS DAURIOL.

IMPRIMERIE DE GUSTAVE GRATIOT, RUE DE LA MONNAIE, 41.